

Des minutes du Secrétaire Greffier de la
Cour d'Appel de REIMS, département
de la Marne, il a été extrait ce qui suit.

Arrêt n° 653
du 13/05/2015

COUR D'APPEL DE REIMS
CHAMBRE SOCIALE

Arrêt du 13 mai 2015

Affaire n° : 14/01492

GM/BD

Formule exécutoire le :
à :

APPELANT :
d'un jugement rendu le 28 mars 2014 par le Conseil de Prud'hommes - Formation
paritaire de REIMS, section CO (n° F 12/00623)
Madame Jézel COLLIN
26 Place de la Liberté
LA NEUVILLE
51100 REIMS
comparante en personne, assistée de Mme Florence SPAETER (Délégué syndical
ouvrier)

INTIMÉE :

EPIC SNCF MOBILITES
34 rue du Commandant Mouchoffe
75699 PARIS CEDEX 14

représentée par Me Alain ROCH, avocat au barreau de REIMS

DÉBATS :

A l'audience publique du 11 mars 2015, où l'affaire a été mise en délibéré au 13
mai 2015, Madame Guillemette MEUNIER, conseiller rapporteur, a entendu les
plaidoiries en application de l'article 945-1 du code de procédure civile, les parties
ne s'y étant pas opposées, et en a rendu compte à la cour dans son délibéré.

COMPOSITION DE LA COUR lors du délibéré :

Madame Martine CONTE, président
Madame Guillemette MEUNIER, conseiller
Madame Valérie AMAND, conseiller

GREFFIER lors des débats :

Madame Bénédicte DAMONT, adjoint administratif assermenté faisant fonction
de greffier

ARRÊT :

Prononcé publiquement par mise à disposition de l'arrêt au greffe de la cour
d'appel, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues
au deuxième alinéa de l'article 450 du code de procédure civile, et signé par
Madame Martine CONTE, président, et Madame Bénédicte DAMONT, adjoint
administratif assermenté faisant fonction de greffier, auquel la minute de la décision
a été remise par le magistrat signataire.

* * * * *

Faits et procédure :

Madame Jézel COLLIN a été embauchée par la SNCF (EPIC SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER) en qualité de rédacteur stagiaire suivant contrat de travail à durée indéterminée du 4 juillet 1978.

Par courrier du 8 mars 2005, Madame COLLIN a réclamé sans succès l'obtention de la position de rémunération 22 pour la qualification E, alors qu'elle occupait un poste d'attributaire logement à la Direction du Management de Reims.

L'année suivante, Madame COLLIN a réitéré sa demande, et a obtenu satisfaction le 1er avril 2006.

Du 1er janvier au 31 décembre 2007, Madame COLLIN a réalisé une mission au sein de l'infirmerie Champagne Ardenne à Chalons en Champagne en tant qu'assistante contrat logistique. A partir du 1er janvier 2008, Madame COLLIN a été missionnée au Centre Mutualisé de Gestion administrative (CMGA) de Mohon (02) en qualité d'appui au responsable du collectif gestion administrative. Elle a alors estimé prétendre à des allocations de déplacement pour repas, conformément au règlement interne RH 00131, n'étant pas mutée et aucun poste n'ayant été créé.

Le 1er avril 2010, Madame COLLIN a bénéficié du conventionnement au nouveau service mis en place : l'Espace Mobilité Emploi. Ce conventionnement lui a octroyé des allocations de déplacements pour repas à partir du 26 avril 2010.

Le 8 novembre 2010, Madame COLLIN a rejoint la Direction des Affaires Territoriales, puis à compter du 1er janvier 2012, elle a obtenu un poste pérenne d'assistante du manager engagement social à la Direction Régionale de Reims.

Madame COLLIN a bénéficié de la rémunération 23 à compter du 1er avril 2013.

Le 29 novembre 2012, Madame COLLIN a saisi le conseil de prud'hommes de Reims aux fins de voir rectifier son changement de position au 1er avril 2010 et de voir condamner la SNCF à lui verser les sommes suivantes :

- Rappels de salaire du 1er avril 2010 au 31 mars 2013 : 4.762,18 €
- Allocations de déplacement repas de 2008 à 2010 : 5.963,92 €
- Prime versée en avril 2010 : 100,00 €
- Dommages et intérêts pour discrimination : 3.000,00 €
- Article 700 du code de procédure civile : 700,00 €

Par jugement contradictoire du 28 mars 2014, régulièrement notifié le 14 avril 2014, le conseil de prud'hommes de Reims a débouté Madame COLLIN de l'ensemble de ses demandes et l'a condamnée à payer à la SNCF la somme de 700 € en application de l'article 700 du code de procédure civile.

Le 12 mai 2014, Madame COLLIN a relevé appel de ce jugement.

Prétentions et moyens :

Pour un plus ample exposé, la Cour se réfère expressément aux écritures remises

- le 5 mars 2015 par l'appelante,

- le 11 mars 2015 par l'intimée, et oralement soutenues à l'audience.

Madame COLLIN demande à la Cour d'infirmer le jugement entrepris en ses dispositions relatives aux allocations de déplacement pour repas et à l'article 700 du code de procédure civile. Elle sollicite la condamnation de la SNCF à lui payer la somme de 5.963,95€ au titre des allocations de déplacement pour repas de 2008 à 2010, outre 500€ au titre de l'article 700 du code de procédure civile.

La SNCF demande à la Cour de confirmer le jugement entrepris en toutes ses dispositions et de condamner Madame COLLIN à lui verser la somme de 500 € au titre de l'article 700 du code de procédure civile.

MOTIFS DE LA DECISION :

Madame COLLIN ayant entendu limiter son appel aux seules dispositions du jugement qu'elle la déboute de sa demande d'indemnité de déplacement de repas et la Cour n'étant saisie d'aucun moyen remettant en cause le jugement hors cette question, celui-ci sera confirmé en ce qu'il l'a déboute de ses demandes de rappels de salaire du 1er avril 2010 au 31 mars 2013, de prime versée en avril 2010 et de dommages et intérêts pour discrimination.

Selon le régime général des allocations de déplacement, il est spécifié aux termes de l'article 114.1 du référentiel ressources humaines RH 0131, applicable au cas d'espèce, que l'attribution des allocations de déplacement n'est justifiée que si le déplacement entraîne des frais supplémentaires pour l'agent, étant précisé que l'agent est considéré en déplacement lorsque pour les besoins du service il sort de sa zone d'emploi. La zone d'emploi d'un agent englobe toutes les installations situées à moins de 3 km de son unité d'affectation.

Il n'est pas contesté que Madame COLLIN a été embauchée par la SNCF le 6 juillet 1978 à la Direction du management de REIMS en tant que rédacteur stagiaire avant d'être commissionnée le 1^{er} juillet 1979 et y a occupé différents postes et effectué diverses missions. Il résulte par ailleurs des messages échangés entre la salariée et sa hiérarchie versés à la procédure que Madame COLLIN a accepté de réaliser une mission au CMGA de MOHON à partir du 1^{er} janvier 2008 avant de bénéficier selon la chronologie rappelée en exorde de l'arrêt d'un conventionnement à l'espace mobilité emploi à compter du 1^{er} mars 2010, faute de bénéficier d'un poste de cadre permanent depuis la suppression de son poste.

A la lecture de ses bulletins de salaire pour la période de son affectation au CMGA de MOHON, Madame COLLIN était rattachée comme auparavant en tant que "technicien administratif principal" à la "Direction Régionale de REIMS, Activité MR REIMS". Par ailleurs, la "formule de consultation" portant changement d'unité d'affectation avec changement de zone normal d'emploi, si elle a été établie le 22 février 2008, n'a pas été signée par la salariée. L'employeur ne démontre par aucune pièce avoir présenté cette formule à la connaissance de la salariée à la différence de celle en date du 20 décembre 2011 régulièrement communiquée. La copie du fond d'écran retraçant la carrière de Madame COLLIN à la disposition de l'employeur ne fait apparaître aucun changement d'unité d'affectation pendant la période où elle se trouvait en mission.

A cet égard, il convient de relever que la lettre de mission en date du 10 juin

2007, qui lui était adressée, évoquait une mission au CGMA pouvant commencer début janvier 2008 et pouvant prendre fin dès acceptation d'un "poste du CO". La fiche d'évaluation remplie par le supérieur de Madame COLLIN porte de surcroît la mention de "mission réalisée par la salariée auprès de cet organisme", quand bien même cette mission se serait prolongée jusqu'en mars 2010. Enfin, le descriptif d'activité de transition professionnelle signé ultérieurement par Madame COLLIN précisait clairement que le service utilisateur était une GMAA avec pour lieu de mission Charleville Mézières. Le représentant du syndicat assurant la défense des intérêts de la salariée avait eu l'occasion de s'interroger dans un courrier adressé à l'employeur le 5 mars 2008 sur l'absence d'entretien d'orientation dans la forme prévue par le référentiel RF 0910 si une mutation devait être décidée.

Dès lors, au vu de l'ensemble de ces éléments, il ne peut être considéré que l'acceptation par Madame COLLIN de cette mission et son affectation consecutive au CGMA emportaient changement d'unité d'affectation et de zone d'emploi, laquelle demeurerait circonscrite à REIMS. En conséquence, Madame COLLIN est bien fondée à revendiquer l'application des dispositions du règlement du personnel RH0131 tel que rappelées ci avant.

Toutefois, ainsi que le souligne l'employeur, l'article 114.2 de ce même référentiel subordonne l'attribution d'allocations pour repas à un agent travaillant en dehors de sa zone d'emploi à la condition que sa coupure déjeuner soit supérieure à une heure et qu'il n'a pas la possibilité de prendre ses repas dans un restaurant CE ou CCE.

Il convient de relever sur ce point, de concert avec les premiers juges, que les horaires effectués par la salariée de 7 h 30 à 11 h 30 et de 12 h 10 à 16 h 10 et à sa demande selon l'attestation de Madame POIRIER selon laquelle la salariée "avait négocié ses horaires auprès de la Direction régionale", ne lui permettaient pas de bénéficier d'allocation dès lors qu'elle observait une pause de moins d'une heure. Par ailleurs, ainsi que le démontre l'employeur, elle avait la possibilité de prendre ses repas dans des restaurants administratifs, conventionnés par le CE et assimilables à un restaurant géré directement par le CE, situés à une distance de 10 à 15 minutes de son lieu de travail à l'instar de ses collègues tel Monsieur TATON qui en atteste.

Enfin, la comparaison faite par Madame COLLIN avec le traitement réservé à un autre salarié dont il n'est communiqué ni la situation exacte ni les heures de travail est inopérante au regard des règles fixées par le référentiel des ressources humaines à établir la preuve d'un droit à l'indemnité revendiquée.

L'ensemble de cette analyse impose en conséquence de confirmer le jugement en ce qu'il a débouté Madame COLLIN de l'ensemble de ses demandes.

Madame COLLIN succombant principalement sera condamnée aux dépens. Toutefois les circonstances de la cause ne justifient pas, par voie d'infirmité du jugement, de faire droit à la demande de l'EPIC SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER au titre de l'article 700 du Code de Procédure civile, la demande de Madame COLLIN à ce titre étant par ailleurs rejetée.

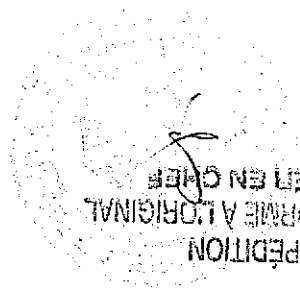
PAR CES MOTIFS :

La Cour, statuant publiquement, contradictoirement et après en avoir délibéré conformément à la loi,
Confirme le jugement déferé en ses dispositions à l'exception de celles relatives aux frais irrépétibles;
L'infirmé de ce chef,
Statuant à nouveau et y ajoutant,
Déboute l'EPIC SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER de sa demande au titre de l'article 700 du Code de procédure civile;
Condamne Madame Jézabel COLLIN aux dépens d'appel et rejette sa demande pour frais irrépétibles.

LE GREFFIER

Bamot

POUR EXPÉDITION
CERTIFIÉE CONFORME À L'ORIGINAL
LE GREFFIER EN CHEF



LE PRÉSIDENT

[Signature]